

La deuxième lecture du projet de loi fournit aux parlementaires l'occasion de discuter au fond des problèmes qui nécessitent l'emprunt d'une telle somme. Elle touche à la question de savoir pourquoi nous en sommes là aujourd'hui. Nous pouvons présenter au gouvernement des suggestions constructives. Il pourra profiter des conseils qu'il reçoit des députés des divers coins du pays.

● (2120)

Les Canadiens sont très désireux de voir leurs députés se pencher sur la situation économique. Les parlementaires ont pour rôle de représenter leurs commettants, de discuter des questions d'actualité qui revêtent de l'importance et d'assurer un certain contrôle sur l'exécutif, pour ne pas qu'il agisse à sa fantaisie. L'imposition de la clôture devrait inquiéter sérieusement les gouvernementaux aussi bien que les députés de l'opposition, surtout les simples députés. Ils ont là une occasion toute trouvée de rappeler à l'exécutif, c'est-à-dire au cabinet, les préoccupations, les appréhensions et les espoirs du pays. Nous n'avons pas mérité, les Canadiens n'ont pas mérité que le gouvernement cherche à imposer la clôture.

J'aimerais dire pourquoi ce bill d'emprunt est si important. Il s'est établi un certain nombre de mythes, mythes commis, si je puis m'exprimer ainsi, par le gouvernement. On entend dire qu'emprunter à ce point n'est pas si mauvais, qu'il n'y a pas lieu de trop s'inquiéter si le gouvernement emprunte des sommes aussi gigantesques.

Un de mes collègues a fait observer que ce bill d'emprunt, c'est un chèque en blanc qu'on donne à un gouvernement pour le remercier de ne pas pouvoir limiter ses dépenses. Les gouvernementaux ont commis certains mythes. Il y en a un entre autres—est-ce qu'il recueille l'appui du député d'Ottawa-Centre (M. Evans)?—le mythe suivant lequel le déficit budgétaire est bon pour la santé économique du Canada. Rien n'est plus faux.

On a cherché à faire croire au pays que le déficit budgétaire est une bonne chose quand il s'agit de l'activité et des responsabilités de l'État. Cependant, le déficit ne correspond pas nécessairement à des mesures tendant à favoriser la croissance économique. Car le déficit actuel est justement dû pour une bonne part à une incapacité pure et simple de réaliser la croissance économique.

Si le gouvernement s'était mis dans une position déficitaire pour stimuler la croissance, cela pourrait présenter certains avantages pour notre économie. Mais de toute façon un déficit, quelle que soit son origine, est toujours synonyme de conséquences économiques désastreuses. Il y a seulement deux façons de financer un déficit. Premièrement, en imprimant de l'argent, méthode qui provoque le gonflement de la masse monétaire et relance l'inflation. Deuxièmement, et c'est ce que propose le bill à l'étude, en empruntant de l'argent.

L'emprunt d'argent prévu aux termes de cette mesure législative s'accompagne d'un certain nombre de conséquences.

Pouvoir d'emprunt

Cela va engorger le marché de l'emprunt pour le secteur privé et faire monter les taux d'intérêt. Les partisans du gouvernement ne doivent pas perdre de vue qu'à un moment où le loyer de l'argent atteint un niveau record, ces nouveaux emprunts vont avoir des répercussions très néfastes sur les taux d'intérêt et sur la bourse du consommateur moyen.

Depuis quelques années, les nouveaux emprunts nets du gouvernement fédéral représentent plus d'un tiers des emprunts de non-consommation. Je demande aux députés d'en envisager les conséquences. L'avenir est peu rassurant quand nous nous rendons compte de l'orientation que le gouvernement actuel donne à ses programmes économiques ou de l'absence de programme et de planification.

Quand un gouvernement emprunte, le montant global des intérêts qu'il doit acquitter ainsi que son déficit augmentent. D'ordinaire, il doit emprunter davantage pour payer les intérêts sur ses dettes antérieures.

Une autre fable que répète le gouvernement est que le déficit s'accumule infailliblement année après année parce qu'il prend des initiatives positives en vue de venir en aide aux Canadiens. Il convient de signaler cette fois-ci, en ce qui concerne le bill à l'étude, qu'il faut imputer à un certain nombre de facteurs le déficit récent du Canada, dont un des plus importants est la mauvaise gestion de l'économie. Les ministres des Finances des gouvernements libéraux qui se sont succédés ont été de piètres gestionnaires. Un rendement économique médiocre a ralenti la croissance de nos recettes et a accru nos dépenses au titre des programmes sociaux tels que le bien-être et l'assurance-chômage.

En outre, l'inflation que les libéraux ont suscitée dans les années 70 a fait grimper les dépenses de l'État plus rapidement que ses recettes. Les dépenses inutiles auxquelles se sont livrées les gouvernements libéraux des dernières années ont mis le Trésor à sec. Je ne vais pas faire perdre son temps à la Chambre en citant des exemples de dépenses inutiles, mais il y en a un, assez récent, qui s'impose à mon esprit.

Une voix: Énumérez-les.

M. Hnatyshyn: J'en ai une folle envie, mais je n'ai que 40 minutes et la liste est bien trop longue pour être examinée en si peu de temps.

Il y a un cas cependant, dont le député de Végréville (M. Mazankowski) se souviendra très bien puisqu'il a été ministre des Transports. Je veux parler de l'aéroport de Mirabel, un éléphant blanc d'un demi-milliard de dollars. Les libéraux n'ont jamais réussi à bien contrôler le coût de leurs projets et programmes. En octobre 1979, par exemple, on s'est rendu compte que les dépassements de devis dans les projets en cours mis en chantier par divers gouvernements libéraux atteignaient le 1.1 milliard de dollars. En 1978, la Commission d'assurance-chômage a versé 290 millions de dollars en prestations à des bénéficiaires qui n'y étaient pas légalement admissibles.